

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Un point de vue opinion sur le discours sur l'égalité de M. Valls

1. L'égalité comme marqueur de gauche ?

« L'égalité » reste dans les enquêtes, avec la « justice sociale », une valeur et une revendication centrale des sympathisants de gauche. Les électeurs de droite ne s'en distancient évidemment pas, mais l'intensité de l'attachement est différente.

Deux remarques cependant :

a) Parler d'égalité n'est plus dissociable d'une réflexion sur les outils.

La « valeur » égalité, en soi, est trop fragilisée par les doutes sur les systèmes de redistribution, sur l'efficacité de la mobilité sociale, ou sur le respect des règles de vivre-ensemble. Ne pas rester dans l'incantation (sans impact sur l'opinion) suppose donc de **traiter les critiques adressées aux mécanismes corrigeant les inégalités** (rigueur, légitimité etc.), **mais aussi de proposer de nouveaux axes.**

Ce peut être l'intérêt de la « prédistribution », terme difficile (la phraséologie socialiste en a vu d'autres) mais qui peut se décliner simplement : donner à chacun la formation et les protections dont il a besoin pour réussir dans sa vie ; permettre une vraie mobilité sociale, des parcours de vie qui redonnent espoir, dépasser les plafonds de verre et les rigidités qui entravent plutôt que de protéger ; lutter contre les déterminismes sociaux et réduire les inégalités à la source ; combattre les rentes et les privilèges (insiders/outsideurs...) ; etc.

Soit autant de **formes de solidarité en phase avec les attentes de l'opinion** (valorisant les parcours de vie, l'élan personnel et la responsabilité individuelle), **moins exposées à la critique d'assistanat** que les prestations compensatoires (puisque cette solidarité vise à mettre chacun en capacité de saisir des opportunités, mais leur laisse faire le dernier pas), auxquelles il pourrait être effectivement **utile de donner, sous un vocable ou un autre, une visibilité.**

b) Des attentes montantes d'autres formes d'égalité.

Face aux rapports sociaux qui se tendent et une défiance généralisée, plusieurs enquêtes laissent apparaître auprès des sympathisants de gauche une **attente croissante d'apaisement, de « calmer le jeu », d'être plus attentifs aux autres**, de retrouver des formes de **considération et de commun.**

La volonté d'apaisement n'est certes pas nouvelle. Mais elle est dirigée aujourd'hui non plus contre un pouvoir qui cliverait et hystériserait la société (plus personne ne doute aujourd'hui que le pouvoir est « normal »), mais contre les tensions qui surgissent au sein même de la société, du fait de

comportements personnels (abus, arrogances, exemples d'indécence sociale), d'un sentiment de manque de respect, d'un système qui ne permet plus le minimum de sérénité et de collectif.

Dès lors s'exprime une attente envers les politique **non pas seulement de ne pas diviser davantage** (faiblesse de N. Sarkozy), **mais de soigner activement** sans se mettre en retrait, de trouver à cautériser les plaies, d'être le **réceptacle des « sans-voix » qui subissent les humiliations symboliques** (ressort de M. Le Pen), et de porter une **éthique de la vie quotidienne** qui permette de retrouver des pratiques authentiques de justice, d'égalité, et d'entraide.

Les aspirations de gauche semblent ainsi revenir progressivement – au terme d'un long cycle où la gauche s'est identifiée à des doctrines et à des prescriptions économiques davantage qu'à des valeurs – aux **aspirations d'un socialisme originel : une utopie sociale fondée sur la croyance en l'égalité, en l'individu, en la possibilité de bâtir collectivement un « bien être ordonné »** qui apporte à chacun la dignité, la considération minimale, une « décence ordinaire » (l'expression de G. Orwell revient à la mode) et des possibilités d'épanouissement.

La montée de cette attente – dans le prolongement de 2012 mais modifiée par la dureté de la crise et le discrédit renforcé envers les politiques – pourrait être le moment venu **utilisée pour réactiver un système de valeurs**, complémentaire aux nouveaux outils de l'égalité, et **naturellement attaché au PR.**

2. L'égalité contre l'identité.

La bataille de l'identité est devant nous : l'absence de polémiques sur le sujet depuis deux ans n'a pas refermé les plaies. Tous les indicateurs montrent même qu'elles continuent, silencieusement, à s'élargir et à se creuser.

L'égalité peut dans ce contexte permettre d'éviter que le débat ne se centre sur l'identité :

- de façon évidente sur la **République, la citoyenneté, la laïcité** (égalité des droits et des devoirs, pas de citoyens de seconde zone mais pas de particularismes non plus) ;
- mais aussi, **de façon plus indirecte, sur les thématiques sociales** : les pressions budgétaires qui s'exercent sur notre modèle social sont bien intégrées par les Français, qui **s'attendent à voir arriver un « rationnement » des prestations sociales** (et derrière cela, de manière implicite, des perspectives d'ascension sociale).

Dès lors, **ils questionnent non pas (ou très peu) les prestations sociales en elles-mêmes, mais le périmètre (qui exclure ?) et les conditions de leur attribution** (quelle part de responsabilité individuelle ou de contreparties pour accéder à la solidarité ?).

Si ces réponses ne sont pas traitées sous l'angle de l'égalité, elles risquent de l'être spontanément sous l'angle de l'identité, comme déterminant des comportements individuels. Le débat sur les allocations familiales a déjà provoqué, même si cela n'a pas eu de relais, des inflammations d'une vision « identitaire » de l'octroi de ces prestations auprès des sympathisants d'extrême-droite mais aussi de droite (bien au-delà du substrat présent depuis longtemps – « le bruit et l'odeur »). Le développement d'ici 2017 des considérations sur l'avenir du modèle social et ses conditions pourrait renforcer **l'utilité d'imposer un autre discours.**